

COVID-19 RESPONSES FOR EQUITY (CORE) GUIDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES



Des travailleurs migrants font la queue pour prendre un train en direction de leur ville d'origine après qu'il est devenu évident que le gouvernement local envisageait un confinement complet en raison de la forte augmentation des cas de Covid-19 à Mumbai, en Inde.

PHOTO : © ATUL LOKE/PANOS PICTURES

Informalité et groupes marginalisés dans la réponse aux crises

Résumé

Les répercussions de la pandémie de Covid-19 s'étendent au-delà de la crise sanitaire dans les domaines économiques, sociaux et politiques. Mais elles n'ont pas touché tout le monde de façon uniforme. Les inégalités sociétales existantes sont exacerbées ainsi que la marginalisation (UNDRR et UNU-EHS 2022 : 11). Les travailleurs informels et migrants, et ceux qui vivent dans des établissements informels, sont touchés de manière disproportionnée par les effets sanitaires et secondaires de la pandémie. Cela a eu un impact supplémentaire sur leurs moyens de subsistance et leur capacité à répondre aux besoins fondamentaux, et a aussi limité leur capacité à se rétablir en raison des stratégies d'adaptation qu'ils ont dû adopter (Chen *et al.* 2022 : 19). Dans le même temps, le succès de la réduction des risques de catastrophe (RRC) dépend souvent d'acteurs et de réseaux informels (Boersma *et al.* 2019). Les limites des systèmes formels de gouvernance des catastrophes ont fait l'objet de nombreuses discussions. Les lacunes sont largement associées au manque de connaissances (locales), de compréhension contextuelle, d'incitations, de systèmes de coordination ou de flexibilité. De plus, l'accent est souvent mis sur les solutions infrastructurelles et technocratiques plutôt que sur l'établissement de relations avec les

ressources locales existantes (Duda, Kelman et Glick 2020 : 375). Malgré cela, les approches de gestion des catastrophes à court terme et à risque unique continuent de dominer (Donoghoe *et al.* 2022).

Des recherches soutenues par le programme de Covid-19 Responses for Equity (CORE), qui est appuyé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), soulignent la nécessité de mettre en place des dispositions spéciales permettant aux travailleurs informels de relever les défis actuels et futurs auxquels ils sont confrontés dans la réponse aux catastrophes (Pillai *et al.* 2022b). Cela exige non seulement d'inclure les travailleurs informels dans les politiques de rétablissement post-Covid-19, mais aussi de les placer au cœur des politiques économiques, sociales et de gestion des catastrophes (Alfers *et al.* 2022). Certaines actions doivent être mises en œuvre en priorité, notamment le besoin d'obtenir de meilleures données, la mise à jour des politiques pour s'assurer qu'elles tiennent compte des considérations de genre et des mesures de protection sociale incluant les travailleurs informels et migrants, et une plus grande reconnaissance du rôle important que jouent les organismes communautaires dans le soutien des groupes marginalisés en période de crise.

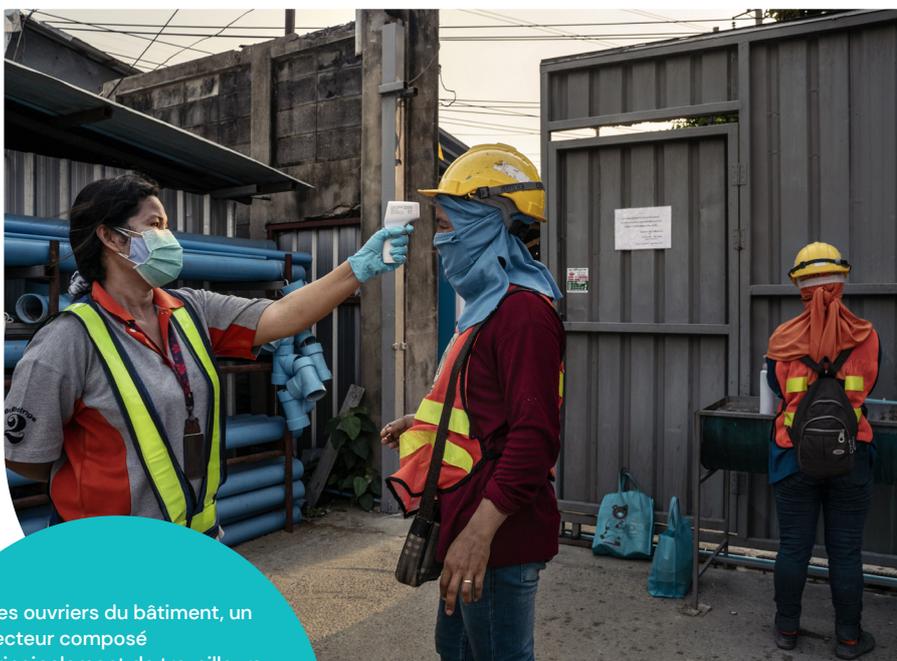
Principaux problèmes

Vulnérabilités préexistantes des travailleurs informels et des groupes marginalisés

La pandémie peut être considérée comme une « triple crise » : une crise sanitaire, une crise économique et une crise des soins (Ogando, Rogan et Moussié 2021 : 2). Les impacts ont été particulièrement importants pour de nombreux travailleurs informels qui vivaient déjà en situation de précarité et qui vivent au jour le jour en s'efforçant de répondre à leurs besoins de base (Roever et Rogan 2020). Compte tenu de leurs emplois précaires, de leurs faibles revenus et (de manière générale) de leur statut de migrant, les travailleurs informels vivent bien souvent dans des habitations informelles, avec un accès limité à l'assainissement et à l'hygiène, ce qui augmente encore plus leur vulnérabilité. En Inde par exemple, plus des deux tiers de la main-d'œuvre féminine urbaine font partie de la catégorie des travailleurs informels (Nanda *et al.* 2021 : 6). Les travailleurs informels du monde entier portent depuis bien longtemps le fardeau de la vulnérabilité économique et des crises sanitaires. Les travailleuses informelles ont notamment été largement exclues des régimes de protection sociale, c'est par exemple le cas en Inde et au Kenya (Pillai *et al.* 2022a).

Impacts de la pandémie de Covid-19 sur les travailleurs informels

Une étude réalisée dans 11 villes par le réseau Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing, WIEGO) a révélé que les travailleurs informels étaient gravement affectés par la crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19 puisque la main-d'œuvre informelle ne pouvait pas travailler à distance (Chen *et al.* 2022 : 19). Au sein des groupes marginalisés (y compris les travailleurs informels et migrants), la pandémie a augmenté les risques de précarité économique, le risque de harcèlement et de violence sexiste (VS), et a aggravé le manque d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, ainsi que l'absence de droits des femmes (Alfers *et al.* 2022 ; Banerjee *et al.* 2022 ; Pillai *et al.* 2022a ; Roever et Rogan 2020). À titre d'exemple, des recherches effectuées en Tunisie ont révélé que les ménages dépendants de la main-d'œuvre et à faible revenu ont été les plus durement touchés par la pandémie et les confinements associés, subissant des chocs ou des pertes de revenus (Jannet 2021). À l'échelle mondiale, les revenus des travailleurs informels à domicile ont été particulièrement affectés par la pandémie et au moment de la reprise. Les travailleuses informelles ont notamment été touchées de manière disproportionnée (en raison du fardeau lié à la garde non rémunérée) (Alfers *et al.* 2022). Les informations recueillies auprès de le Centre international de recherche sur les femmes (International Center for Research on Women, ICRW) dans le cadre du projet RECONSTRUIRE soutenu par CORE en Ouganda, au Kenya et en Inde étaient ce fait, expliquant que les femmes ont été les « premières [touchées] et les dernières à revenir [au travail] ». Cette tendance fait écho à celles qui avaient été observées au cours de pandémies précédentes, comme



Des ouvriers du bâtiment, un secteur composé principalement de travailleurs migrants, se font prendre leur température et se lavent les mains à leur retour dans leur dortoir après une journée de travail à Bangkok, en Thaïlande.

PHOTO : © ADAM DEAN/PANOS PICTURES

celles liées aux virus Zika et Ebola (Nanda *et al.* 2021 : 20). Les inégalités entre les sexes ont aggravé et renforcé par la perte de revenus, de l'insécurité alimentaire, de l'augmentation des tâches ménagères, de l'isolement social et de l'accès réduit aux services de santé sexuelle et reproductive et aux services de protection contre les VS pendant la pandémie (Suubi *et al.* 2022 : 33). Les confinements ont augmenté les cas de VS, créant une « pandémie fantôme » (Pillai *et al.* 2022e).

Les conclusions de l'étude menée par le réseau WIEGO ont démontré que le rétablissement de nombreux travailleurs informels a été lent. Un bon nombre d'entre eux se trouvent toujours en position très précaire en raison des pertes de revenus et de moyens de subsistance et des impacts qu'ont eu plusieurs crises qui se sont succédé rapidement (la pandémie, la crise du coût de la vie, la hausse des prix des denrées alimentaires) (Alfers *et al.* 2022 : 40). Par ailleurs, les impacts de la pandémie sur les travailleurs informels et les groupes marginalisés étaient répartis de façon inégale. Par exemple, dans les 11 villes étudiées par le réseau WIEGO, environ 40 pour cent des travailleurs domestiques, des vendeurs de rue et des récupérateurs/ices de déchets gagnaient au milieu de l'année 2021 toujours moins de 75 pour cent des revenus qu'ils touchaient avant la pandémie. Les travailleurs à domicile sous-traitants d'Ahmedabad, de Bangkok, de New Delhi et de Tiruppur ont indiqué avoir perdu la quasi-totalité de leurs moyens de subsistance et de leurs revenus (Alfers *et al.* 2022 : 40).

Les travailleurs informels n'ont pas bénéficié de la protection sociale

Quand il s'agit de systèmes de protection sociale existants, les travailleurs informels sont souvent confrontés au problème du « groupe pénalisé ». Dans de nombreux pays, leurs revenus sont supérieurs au seuil établi pour bénéficier d'un allègement de la pauvreté, mais ils ne gagnent par ailleurs pas assez pour bénéficier des programmes d'assurance et de protection sociale (Alfers *et al.* 2022 : 41). Ainsi, de nombreux systèmes de protection sociale n'incluent pas de manière appropriée les travailleurs informels dans les situations d'urgence.

Par exemple, bien que l'Ugandan National Social Protection Policy (NSPP) affirme que tous les citoyens ougandais peuvent bénéficier d'une protection sociale, il manque un cadre démontrant clairement comment offrir des mesures de protection sociale et des avantages aux travailleurs informels (Wandera *et al.* 2021). WIEGO a constaté que les mesures d'aide étaient plus susceptibles de bénéficier aux personnes profitant déjà d'une forme d'aide sociale (comme les familles avec enfants) par rapport aux personnes non couvertes, bien que cette conclusion ne puisse être confirmée avec certitude (Alfers, Ismail et Valdivia 2020 : 3). L'Initiative de réforme arabe (Arab Reform Initiative, ARI) a fait remarquer que, dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) des facteurs politico-économiques et de gouvernance plus larges dissuadent les états arabes d'assumer leur responsabilité en matière d'assistance sociale à l'échelle nationale. Cela s'est traduit par une aide sociale inadéquate pour les plus vulnérables (Al Shami 2023).

L'un des plus grands défis dans le cadre de la gestion de la pandémie de Covid-19 et de l'augmentation des mesures de protection sociale dans de nombreux pays était le manque de données fiables et désagrégées sur les groupes marginalisés et les travailleurs informels, en particulier concernant la migration interne (Pillai *et al.* 2022a). La plupart de ces travailleurs migrants dans des pays comme l'Inde n'étaient pas enregistrés et donc exclus des bases de données gouvernementales (Pillai *et al.* 2022d). Les migrants de retour dans le triangle Nord de l'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala et Honduras) étaient également exclus des dossiers d'aide sociale du gouvernement, en partie à cause d'une absence de documents d'identité, comme le montrent les recherches menées par l'Asociación de Investigación y Estudios Sociales (ASIES). Par ailleurs, de nombreuses personnes retournant dans ces pays ont signalé un rejet communautaire envers elles-mêmes et leurs familles, démontrant la stigmatisation à laquelle les migrants peuvent être confrontés (García *et al.* 2022). Dans la région du MENA, le manque de données dans des pays comme l'Irak et le Liban (dont les données de recensement datent de plus de 25 ans) rend les travailleurs informels entièrement dépendants du soutien communautaire. Les recherches menées par l'ARI laissent supposer que dans ces circonstances, il existe de profondes inégalités dans les connaissances en raison d'un pseudo-échantillonnage par des

organismes étrangers et d'une analyse politique sujette à des préjugés et à une incompréhension concernant l'informalité (Al Shami 2023).

Le rôle des organismes communautaires et de l'entraide dans les efforts d'intervention

On reconnaît de plus en plus l'importance des approches communautaires en tant qu'élément fondamental de la réponse aux crises (Few *et al.* 2020 : 11). Cela reflète non seulement le potentiel que les interventions communautaires ont dans la gestion des risques, mais aussi le fait qu'en réalité, ce sont les communautés elles-mêmes (et non les organismes d'aide) qui doivent déployer les plus grands efforts pour faire face aux impacts des catastrophes. Les recherches du CORE ont mis en évidence à quel point les organismes communautaires et de la société civile (CSO) ont joué un rôle clé tout au long de la pandémie pour étendre dans de nombreux pays les services gouvernementaux et les offrir aux communautés difficiles à atteindre, y compris les groupes de travailleurs informels. Par exemple, en Ouganda, les acteurs non gouvernementaux ont apporté un soutien considérable aux groupes marginalisés, notamment en distribuant de la nourriture et d'autres produits aux familles les plus affectées par la pandémie (Afifu *et al.* 2021 : 33). Les organisations associatives de travailleurs informels ont fourni une aide mutuelle et sont bien placées pour répondre aux besoins. Grâce à leur image de défenseurs crédibles, ils fournissent une interface essentielle entre les groupes de travailleurs informels et les autorités (Braham et Ogando 2021 : 7).

La collaboration entre les gouvernements nationaux et d'autres acteurs s'est avérée essentielle dans la gestion de la pandémie. Les données de Colabora.Lat suggèrent que les gouvernements qui ont misé sur la coopération ont été plus efficaces pour réduire les taux de mortalité au début de la pandémie, notamment lorsque les gouvernements nationaux ont collaboré avec des organisations sociales pour la détection du virus et la distribution de vaccins (Cyr *et al.* 2021). Ces données suggèrent que la collaboration a permis aux acteurs de coopérer plutôt que d'être en concurrence pour obtenir les ressources. Cela a également permis au gouvernement de se préparer à d'éventuelles vagues de contagion et aux acteurs de créer un message unifié pour les citoyens afin d'aider à prévenir la propagation du virus. Les recherches de WIEGO ont démontré que les organismes communautaires des 11 villes étudiées ont joué un rôle crucial dans l'assistance aux travailleurs informels lors des premières phases de la pandémie (Alfers *et al.* 2020). Ces organismes ont pu s'appuyer sur des relations durables avec l'état pour faciliter l'assistance aux personnes informelles et marginalisées, en fournissant des services dits « du dernier kilomètre » (*ibid.*). Par exemple, à Bangkok et à Tiruppur, HomeNet Thailand et l'Union Anuhatham ont joué un rôle clé. L'entraide et les CSO se sont également révélés être une ressource cruciale pour offrir les services publics qui n'existaient pas pendant la pandémie (Pillai *et al.* 2022a). La recherche effectuée par CORE en Tunisie, par exemple, souligne à quel point l'unité, la solidarité et l'entraide ont été primordiales pour les familles et les communautés pendant la pandémie, lorsque les mesures de soutien gouvernementales étaient insuffisantes (Jannet 2021 : 9).

Un homme transportant de l'eau est assis sur un trottoir et défait un nœud de sa corde près du marché d'Escuintla City, au Guatemala.

PHOTO : © JAMES RODRIGUEZ/
PANOS PICTURES



Leçons émergentes

Identifier la réaction en chaîne et les compromis liés aux interventions

Pendant la pandémie de Covid-19, plusieurs interventions (ex : confinements, fermetures d'écoles, restrictions de voyage) ont démontré à quel point une réaction en chaîne était possible. Dans tous les cas, ces mesures restrictives ont entraîné des répercussions et ont révélé des vulnérabilités sous-jacentes. Plus précisément, les moyens de subsistance informels signifiaient bien souvent que les personnes qui avaient le plus besoin d'assistance (par exemple via la protection sociale) étaient exclues des systèmes existants, ce qui aggravait encore plus les vulnérabilités existantes, comme l'ont démontré des recherches effectuées dans plusieurs pays (Alfers *et al.* 2022 ; García *et al.* 2022). Les interventions peuvent être plus efficaces lorsqu'elles sont soigneusement comparées aux défaillances interconnectées du système de façon à pouvoir anticiper l'éventuelle réaction en chaîne (UNDRR et UNU-EHS 2022 : 78).

Examiner attentivement les schémas d'exclusion et d'inclusion dans l'aide humanitaire

Les travailleurs vulnérables du secteur informel, en particulier les migrants, étaient susceptibles de rester exclus des programmes mis en œuvre en réponse à la pandémie de Covid-19. En effet, ils ont généralement adopté des modèles mieux adaptés pour s'adresser aux travailleurs salariés et formels. (Pillai *et al.* 2022d). Une étude réalisée au Kenya par l'ICRW en 2021 a par exemple révélé que les travailleurs informels, en particulier les femmes, étaient rendus « invisibles » dans les politiques fiscales et macroéconomiques liées à la pandémie de Covid-19 (Ajema *et al.* 2021). Ces mesures d'exclusion continuent de freiner le rétablissement économique des travailleuses informelles. Les programmes doivent ainsi être étendus aux travailleurs informels et aux migrants qui sont fréquemment exclus des systèmes de protection basés à la fois sur le niveau de pauvreté et sur l'emploi (Roever et Rogan 2020). Cela implique notamment de combler les lacunes préexistantes dans la couverture sociale et d'améliorer l'accès aux régimes de protection sociale pour éviter d'exclure les personnes vulnérables en période de crise (Pillai *et al.* 2022c). Les mesures d'assistance devront prendre en compte les difficultés spécifiques aux migrants (telles que leur enregistrement en dehors de la ville et leurs réseaux sociaux et institutionnels limités) (Ismail et Valdivia 2021).

Identifier, soutenir et légitimer le rôle des organismes communautaires dans la réponse aux crises publiques

Les recherches soutenues par CORE illustrent l'importance des réponses localisées et la nécessité de coordonner les efforts des groupes communautaires informels, des CSO, de l'administration publique locale et de l'état (García *et al.* 2022). Par exemple, les cuisines communautaires du Pérou (*ollas comunes* (OC)) « marmites communautaires », souvent dirigées par des femmes, ont été créées spontanément dans les régions les plus pauvres du pays qui n'avaient aucun accès sécurisé aux services de base. Comme le montrent les recherches du Group for the Analysis of Development (GRADE), ces OC ont joué un rôle clé dans la survie des plus vulnérables au sein des villes pendant la pandémie, et ont même remplacé dans certains quartiers les programmes alimentaires sociaux (Alcázar et Fort 2022). En Bolivie, au

Guatemala, au Honduras, en Uruguay et au Venezuela, les taux étaient considérablement plus faibles en moyenne lorsque les organisations sociales collaboraient avec les gouvernements nationaux pour définir les taux d'infection au Covid-19, par rapport aux autres pays d'Amérique latine où il n'y avait aucune coopération (Cyr *et al.* 2021). Un autre exemple concerne les quartiers pauvres de Dhaka, où les taux de Covid-19 étaient bien inférieurs aux taux attendus. Ceci était lié à de vastes initiatives communautaires dans des domaines clés tels que l'assainissement, en l'absence d'acteurs étatiques et non étatiques lors des premières phases de la pandémie, qui ont ensuite été soutenues par des programmes gouvernementaux. Cette étude souligne non seulement l'injustice inhérente à une situation de crise, mais aussi « l'importance de la gouvernance par le bas à travers l'informalité et la participation communautaire » (Collyer *et al.* 2021 : 2). Intégrer ces idées et mieux comprendre l'informalité peut aider à créer une réponse aux crises plus fondée et contextualisée (*ibid.*).

Il est donc essentiel que les rôles que les CSO et les organismes communautaires peuvent jouer dans la réponse aux crises publiques soient reconnus et pris en compte dans les plans d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophe (Banerjee *et al.* 2022 : 26). Ces organismes sont souvent en mesure de mieux impliquer les travailleurs informels grâce à un engagement et une confiance à long terme (Braham et Ogando 2021 : 1). Parallèlement, il est important de s'assurer que le gouvernement ne se décharge pas de sa responsabilité concernant les livraisons du dernier kilomètre (Pillai *et al.* 2022a).

Améliorer la disponibilité des données, en particulier la désagrégation sexospécifique

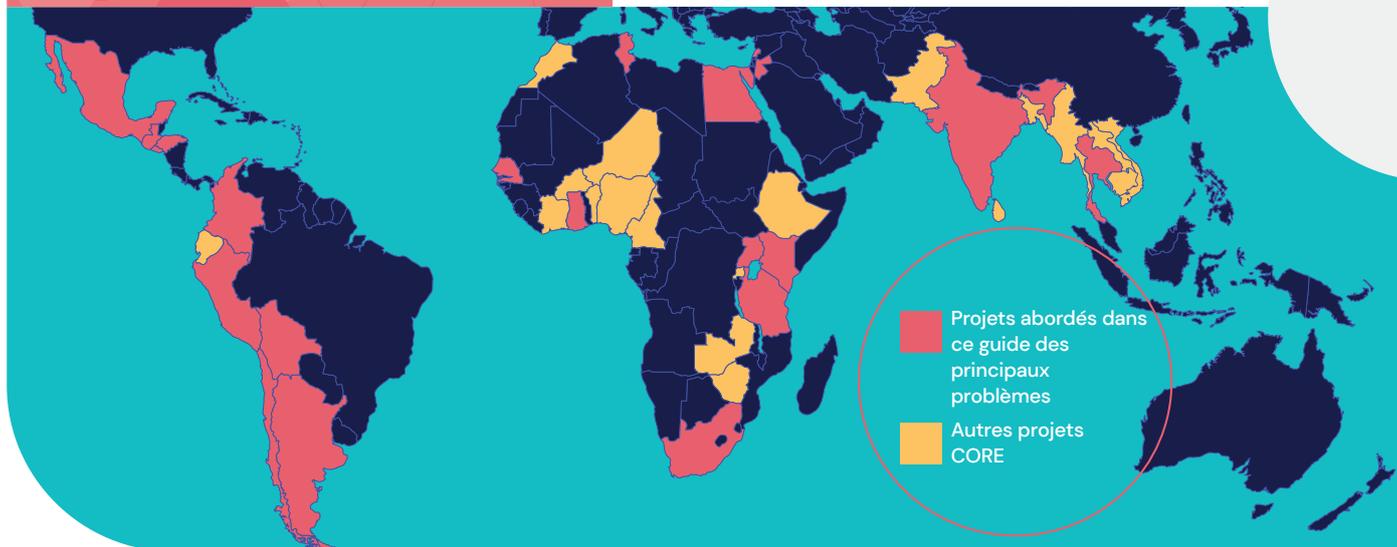
Pour améliorer l'efficacité de réponse aux futures catastrophes et crises, il est nécessaire d'obtenir des données fiables et sexospécifiques sur les différents groupes marginalisés (y compris les travailleurs migrants), afin de s'assurer que les aides soient offertes à ceux qui en ont le plus besoin. Par exemple, en juin 2021, la Cour suprême indienne a ordonné à tous les états d'accélérer l'enregistrement des travailleurs non organisés sur une National Database for the Unorganized Workers (NDUW), afin de garantir que les travailleurs migrants aient accès aux différents régimes de protection sociale de l'Etat et des gouvernements fédéraux (Pillai *et al.* 2022d). Des données fiables et utilisables sont également nécessaires pour mieux comprendre la portée et l'impact des programmes gouvernementaux, ainsi que les marqueurs d'exclusion (Pillai *et al.* 2022a).



Un vendeur ambulante à Barros Arana, Concepción, Chili.

PHOTO : © KEITH EWING/FLICKR/CC BY-NC 2.0

Projets mis en lumière



Les travailleurs informels et la Covid-19 : des réponses à la crise à la base de la pyramide économique fondées sur des données probantes

Ce projet étudiait avant tout l'impact de la pandémie de Covid-19 et des confinements associés sur les moyens de subsistance et la santé des travailleurs pauvres, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Il impliquait une étude longitudinale à méthodes mixtes, qui comprend une enquête à grande échelle sur les travailleurs informels dans plus de 10 villes de huit pays, en mettant l'accent sur quatre groupes de travailleurs informels qui emploient essentiellement des femmes : les travailleurs domestiques, les travailleurs à domicile, les vendeurs de rue, et les collecteurs de déchets.

PAYS

• Ghana • Inde • Mexique • Pérou • Sénégal • Afrique du Sud • Tanzanie • Thaïlande

PARTENAIRES

• [Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation \(WIEGO\)](#)

Colabora.Lat : Vers un nouveau modèle de gouvernance après le Covid-19

Ce projet tentait avant tout 1) de comprendre l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les relations sociales, la confiance et l'action collective, en particulier chez les femmes et les populations vulnérables ; 2) d'identifier les innovations en matière de mobilisation sociale, de participation citoyenne et de campagnes pouvant être soutenues et élargies ; et 3) d'analyser les politiques publiques de la région conçues pour protéger les populations vulnérables, en se focalisant sur la manière dont ces politiques ont intégré des formes innovantes de l'engagement public et dont elles peuvent être renforcées par le biais de la transparence, de la participation citoyenne et d'autres formes de bonne gouvernance et de collaboration.

PAYS

• Argentine • Bolivie • Chili • Colombie • Guatemala • Mexique

PARTENAIRES

• [Asuntos del Sur Asociación Civil](#) • [Diálogos Guatemala](#) • [Escuela de Política y Gobierno - Universidad Nacional de San Martín](#) • [Friedrich-Ebert-Stiftung \(Bolivie\)](#) • [Nosotrxs](#) • [Universidad de Icesi](#) • [Universidad de Santiago de Chile](#)

Promouvoir la résilience dans la région MOAN touchée par la Covid-19: mise en place d'une protection sociale et des filets de sécurité inclusifs et efficaces

Ce projet se concentrait sur la promotion de protections sociales et de filets de sécurité inclusifs et efficaces pendant et après la pandémie de Covid-19 en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie. Les filets de sécurité sociale sont interprétés différemment dans chaque pays. Certains pays misent sur des programmes de ciblage de la pauvreté tandis que d'autres ont recours à des programmes de subventions et à des allocations

de chômage/travail. Cette recherche étudie comment ces derniers peuvent garantir l'intégration et l'efficacité dans chaque pays et dans les quatre pays, pour éventuellement élaborer une perspective régionale.

PAYS

• Égypte • Jordanie • Liban • Tunisie

PARTENAIRES

• [Initiative de réforme arabe \(ARI\)](#) • [Daraj Media](#) • [Egyptian Initiative for Personal Rights](#) • [Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux \(FTDES\)](#) • [Inkyfada \(Al Khatt\)](#) • [Lebanese Center for Policy Studies \(LCPS\)](#) • [Mada Masr](#) • [Phenix Center for Economic and Informatics Studies](#)

RECONSTRUIRE : Covid-19 et les femmes dans l'économie informelle au Kenya, en Ouganda et en Inde

Ce projet se concentrait sur les activités économiques informelles urbaines dans trois pays (Inde, Kenya et Ouganda), où les chercheurs ont fourni des informations cruciales sur la résilience et les défis auxquels sont confrontés les femmes et leur « écosystème » social plus large. L'objectif ultime de cette recherche est de formuler des politiques et des stratégies garantissant que les populations vulnérables (telles que les travailleuses des économies urbaines informelles affectées par le Covid-19) puissent se rétablir et retrouver leur vie et leurs moyens de subsistance.

PAYS

• Inde • Kenya • Ouganda

PARTENAIRES

• [Centre international de recherche sur les femmes \(ICRW\)](#)

Aborder les vulnérabilités liées à la Covid-19 pour les migrants de retour dans le triangle nord de l'Amérique centrale

Ce projet visait à promouvoir des réponses politiques efficaces en identifiant et en répondant aux défis et expériences différenciés liés à la réintégration au travail et aux violences sexistes (VBG) auxquels sont confrontés les migrants de retour dans le Triangle du Nord de l'Amérique centrale. En mettant l'accent sur les femmes et les mineurs retournant dans cette région, le projet avait pour but de répondre aux questions suivantes : Quelles sont les vulnérabilités différenciées que le Covid-19 impose aux personnes retournant dans le Triangle du Nord, en ce qui concerne la reprise du travail et la lutte contre la VS ? Quelles sont les réponses les plus efficaces à court et moyen termes nécessaires pour répondre aux besoins économiques et de sécurité humaine de ces personnes sur le chemin du retour ?

PAYS

• El Salvador • Guatemala • Honduras

PARTENAIRES

• [Asociación de Investigación y Estudios Sociales \(ASIES\)](#) • [Foro Social de Deuda Externa y Desarrollo de Honduras \(FOSDEH\)](#) • [Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social \(FUSADES\)](#) • [Glasswing](#)

Références

Afifu, C. ; Ajema, C. ; Suubi, K. ; Wandera, N. et Mugenyi, C. (2021) **Gendered Impact of Covid-19: A Policy Analysis on the Women Workers in the Urban Informal Economy in Uganda**, Nairobi : Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) (consulté le 12 juin 2023)

Ajema, C. ; Suubi, K. ; Wandera, N. ; Afifu, C. et Mugenyi, C. (2021) **Enhancing Covid-19 Economic Recovery and Empowerment of Informal Women Workers in Kenya**, REBUILD Policy Brief, Nairobi : ICRW (consulté le 12 juin 2023)

Alcázar, L. et Fort, R. (2022) **Resiliencia en Tiempos de Pandemia: el Caso de las Ollas Comunes en Lima, Perú**, Avances de Investigación 41, Lima : Group for the Analysis of Development (GRADE) (consulté le 12 juin 2023)

Alfers, L. ; Ismail, G. et Valdivia, M. (2020) **Informal Workers and the Social Protection Response to Covid-19: Who Got Relief? How? And Did It Make a Difference?**, Covid-19 Crisis and the Informal Economy Policy Insights 2, Manchester : Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO) (consulté le 12 juin 2023)

Alfers, L. et al. (2022) **Covid-19 and Informal Work in 11 Cities: Recovery Pathways Amidst Continued Crisis**, WIEGO Working Paper 43, Manchester : WIEGO (consulté le 12 juin 2023)

Al Shami, F. (2023) **'Arab Region Social Protection Systems: Research and Policy Design Challenges'**, IDS Bulletin 54.2, DOI : 10.19088/1968-2023.135 (consulté le 12 juin 2023)

Banerjee, P. ; Sharma, S. ; Suri, M. ; Howlader, A. et Nanda, S. (2022) **Informality and the Pandemic: Lives of Domestic Workers and Street Vendors in Delhi during Covid-19: A Rebuild Formative Research Report**, New Delhi : ICRW (consulté le 12 juin 2023)

Boersma, F.K. et al. (2019) 'Platform Governance of Self-Organized Initiatives in Response to Disasters', in J. Koppenjan, P.M. Karré et K. Termeer (eds), **Smart Hybridity: Potentials and Challenges of New Governance Arrangements**, The Hague : Eleven International Publishing (consulté le 12 juin 2023)

Braham, C. et Ogando, A.C. (2021) **Essential, but Unprotected: How Have Informal Workers Navigated the Health Risks of the Pandemic?**, Covid-19 Crisis and the Informal Economy Policy Insights 4, Manchester : WIEGO (consulté le 12 juin 2023)

Chen, C. et al. (2022) **Covid-19 and Informal Work: Degrees and Pathways of Impact in 11 Cities Around the World**, WIDER Working Paper 45/2022, Helsinki : UNU-WIDER and WIEGO (consulté le 12 juin 2023)

Collyer, M. ; Mitlin, D. ; Wilson, R. et Shahaduz, Z. (2021) **Covid-19: Community Resilience in Urban Informal Settlements**, Covid Collective Research for Policy and Practice 1, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : 10.19088/CC.2021.001 (consulté le 12 juin 2023)

Cyr, J. ; Bianchi, M. ; González, L. et Perini, A. (2021) **Governing a Pandemic: Assessing the Role of Collaboration on Latin American Responses to the Covid-19 Crisis**, *Journal of Politics in Latin America* 13.3 : 290–327 (consulté le 12 juin 2023)

Donoghoe, M. ; Sengupta, S. ; Costella, C. et Sivanu, S. (2022) **Climate Change, Intersecting Disasters and Social Protection: How the Covid-19 Experience Can Prepare Us for the Future**, Working Paper, The Hague : Red Cross Red Crescent Climate Centre (consulté le 12 juin 2023)

Duda, P. ; Kelman, I. et Glick, N. (2020) **Informal Disaster Governance**, *Politics and Governance* 8.4 : 375–85 (consulté le 12 juin 2023)

Few, R. et al. (2020) **Covid-19 Crisis: Lessons for Recovery. What Can We Learn from Existing Research**

on the Long-Term Aspects of Disaster Risk and Recovery?, London : British Academy (consulté le 12 juin 2023)

García, A.V. et al. (2022) **Stranded in a Pandemic: Migrant and Refugee Experiences Call for Collaborative Governance**, CORE blog, 20 June (consulté le 12 juin 2023)

Ismail, G. et Valdivia, M. (2021) **Internal Migrants in the Informal Economy: Covid-19 Lessons**, Covid-19 Crisis and the Informal Economy Policy Insights 6, Manchester : WIEGO (consulté le 12 juin 2023)

Jannet, Z.B. (2021) **The Covid-19 Pandemic and the Evolution of Migration Intentions Among Tunisian Households: A Field Study in Seven Governorates**, Tunisia : FTDES (consulté le 12 juin 2023)

Nanda, S. ; Sengupta, N. ; Anand, S. ; Sharma, S. et Seth, K. (2021) **Covid-19 Policies and Women in Informal Work in India – A REBUILD Scoping Report**, New Delhi : ICRW (consulté le 12 juin 2023)

Ogando, A.C. ; Rogan, M. et Moussié, R. (2021) **The Triple Crisis: Impact of Covid-19 on Informal Workers' Care Responsibilities, Paid Work and Earnings**, Covid-19 Crisis and the Informal Economy Policy Insights 3, Manchester : WIEGO (consulté le 12 juin 2023)

Pillai, S. et al. (2022a) **India's Policy Response to Covid-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR**, A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW (Asia), New Delhi : The Quantum Hub and ICRW (consulté le 12 juin 2023)

Pillai, S. et al. (2022b) **India's Policy Response to Covid-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR**, *Thematic Brief 1: Pandemic and the Urban Governance Structures*, A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW (Asia) (consulté le 12 juin 2023)

Pillai, S. et al. (2022c) **India's Policy Response to Covid-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR**, *Thematic Brief 2: Policy Responses and Impact on Economic Well-Being*, A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW (Asia) (consulté le 12 juin 2023)

Pillai, S. et al. (2022d) **India's Policy Response to Covid-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR**, *Thematic Brief 4: Policy Responses and Impact on Shelter*, A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW (Asia) (consulté le 12 juin 2023)

Pillai, S. et al. (2022e) **India's Policy Response to Covid-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR**, *Thematic Brief 6: Policy Responses and Impact on Gender-Based Violence*, A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW (Asia) (consulté le 12 juin 2023)

Roever, S. et Rogan, M. (2020) **Informal Workers See a Long Road to Recovery Ahead – Unless Governments Act**, Covid-19 Crisis and the Informal Economy Policy Insights 1, Manchester : WIEGO (consulté le 12 juin 2023)

Suubi, K. et al. (2022) **Impact of Covid-19 on Women Workers in the Urban Informal Economy in Uganda and Kenya: Secondary Data Review**, Kampala, Uganda and Nairobi, Kenya : ICRW (consulté le 12 juin 2023)

UNDRR et UNU-EHS (2022) **Understanding and Managing Cascading and Systemic Risks: Lessons from Covid-19**, Geneva, UNDRR ; Bonn, UNU-EHS (consulté le 12 juin 2023)

Wandera, N. ; Suubi, K. ; Ajema, C. ; Afifu, C. et Mugenyi, C. (2021) **Expanding Social Protection to Informal Women Workers for Better Covid-19 Recovery in Uganda**, REBUILD Policy Brief, Nairobi : ICRW (consulté le 12 juin 2023)

À PROPOS DE CE GUIDE

Ce guide des principaux problèmes a été rédigé par **Roz Price**, agent de recherche à l'Institute of Development Studies (IDS). Il a été produit dans le cadre du Covid-19 Responses for Equity (CORE) Knowledge Translation Programme, qui soutient la traduction des connaissances issues de l'initiative CORE. Soutenu par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), CORE rassemble 20 projets dans le but de comprendre les impacts socioéconomiques de la pandémie, d'améliorer les réponses existantes et de produire de meilleures options politiques pour le rétablissement post-Covid.

Les opinions exprimées dans ce guide sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'CRDI, de son conseil des gouverneurs, ou de l'IDS.

Il est distribué en vertu des conditions associées à la licence « **Creative Commons Attribution 4.0 International licence (CC BY)** », qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur n'importe quel support, à condition que les auteurs originaux et la source soient mentionnés et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

© Institute of Development Studies 2023

DOI: 10.19088/CORE.2023.004



IDRC · CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada



institute of
development
studies

c19re.org